Les « États-Unis d'Europe » programmés à Bruxelles. Silence à Paris.

Posté le : 4 décembre 2023 11:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Europe de l'est, Attitudes, Réforme, Economie et politique

Si l'on avait besoin d'une preuve supplémentaire de l'absence radicale de correspondance entre les débats politiques en France et les débats dans le cadre des institutions européennes, la séquence actuelle visant à réviser les traités en fournirait le plus magnifique exemple.

Il n'y a pas un jour en France, où tel ou tel parti ou tel ou tel leader, n'explique qu'il faut rétablir la pleine souveraineté française sur les questions régaliennes et notamment sur la question de l'immigration sauvage qui voit des millions d'Africains envahir l'Europe avec quelques conséquences. « Il faut un référendum permettant de contrer les normes juridiques européennes qui empêchent toute réaction contre l'invasion. » Il faut que le peuple français puisse intervenir et exercer sa souveraineté, captée par la Cour de Justice Européenne et la CEDG. À partir de là et à partir de là seulement, on pourra agir. Actuellement les gouvernements sont paralysés. Tel est coeur du débat en France.

Cette question très actuelle prend le relais d'un « marronnier » qui fleurit à chaque élection européenne. Des listes annoncent qu'elles sont pleinement favorables à l'Europe mais qu'elles visent à modifier les traités pour rendre l'Europe plus sociale, plus sécuritaire, plus blablabla. En fait il est impossible de lancer « de l'extérieur » des réformes dans une Europe à 27 et qui cherche encore à élargir le nombre de ses membres.

Le député européen français est un impuissant structurel. La délégation française est cassée en petits morceaux par la proportionnelle et ventilée dans des regroupements dont les Français ne savent rien et où ils sont ultra-minoritaires. Ils ne savent même pas au moment de la campagne électorale ce sur quoi la Commission va les faire voter. Depuis le traité de Lisbonne, ce peut être sur tout et n'importe quoi. Personne ne demande des comptes sur les votes des députés français. Il y a tant de votes sur tant de questions diverses que l'effort serait surhumain et sans substance.

Pendant qu'en France on spécule sur des transformations impossibles ou du droit européen ou des traités, les européistes agissent sans que les Français n'en aient le moindre soupçon car les médias dominants ne couvrent pas les travaux de l'Union Européenne. Ils seront confrontés à des décisions déjà prises qu'on leur demandera de ratifier au nom de l'Europe fédérale magique dans lequel l'avenir français doit se dissoudre.

Nous avons donc une situation complètement schizophrénique où deux discours contradictoires jusqu'à l'incompatible absolu sont tenus en même temps, sans aucune prise de conscience publique de cette contradiction délirante.

Que se passe-t-il donc à Bruxelles ? Dans un précédent article nous avons donné la référence de l'ordre du jour détaillé du Parlement européen. Avec ce petit détail : discussion et vote sur le projet de modification des traités européens. Ainsi donc des projets de réformes constitutionnelles de l'Union étaient en route et nous n'en savions rien ! Et la Président de la République ne nous en dit rien ? Et le premier Ministre ne nous en dit rien ? Et les grands partis français ne nous en disent rien ? Et les grands médias français « d'information » ne nous en disent rien.

On imagine qu'en démocratie le choc des conceptions contradictoires portant sur des questions aussi majeures que la souveraineté nationale, la place de la France en Europe et dans le monde, provoquerait un grand nombre de débats passionnés !

Pas du tout ! C'est le grand néant. On dira : le projet doit être si insignifiant et si technique que cela ne doit pas être ni fondamental ni très excitant.

Regardons donc le projet sur lequel la commission constitutionnelle de l'Assemblée (si, si, cela existe) s'est mise d'accord et qui sera mis au vote de l'Assemblée dans les brumes propices des vacances de Noël.

// Le rapport comprenant les projets de réforme des traités a été approuvé par les députés mercredi par 19 voix pour, 6 contre et une abstention. La résolution qui l'accompagne a été adoptée par 20 voix pour, 6 voix contre et aucune abstention. Les députés réitèrent leur appel à modifier les traités de l'UE et demandent au Conseil de soumettre "immédiatement et sans délibération les propositions [...] au Conseil européen", afin qu'une Convention puisse être mise en place.

Les députés appellent à un système plus bicaméral qui renforcerait le rôle du Parlement et modifierait les mécanismes de vote au sein du Conseil. L'Union serait mieux préparée à agir en augmentant considérablement le nombre de décisions prises par un vote à la majorité qualifiée (VMQ) et au moyen de la procédure législative ordinaire (PLO), tandis que le Parlement obtiendrait un droit d'initiative législative à part entière et deviendrait un colégislateur du budget à long terme de l'Union.

Les députés demandent également le renversement des rôles actuels du Conseil et du Parlement dans l'élection du Président de la Commission (qui serait rebaptisée "exécutif européen"), le Parlement proposerait à l'avenir le Président de la Commission et le Conseil européen l'approuverait. Ils proposent également de permettre au Président de la Commission de choisir ses membres en fonction des préférences politiques, tout en assurant un équilibre géographique et démographique.

Le projet de rapport demande la mise en place d'un mécanisme pour des référendums à l'échelle européenne sur des questions pertinentes pour les actions et les politiques de l'Union (y compris l'approbation des propositions de réforme du traité examinées) et le renforcement des mécanismes participatifs existants.

Les députés souhaitent établir une compétence exclusive de l'Union en matière d'environnement et de biodiversité et des compétences partagées en matière de santé publique, de protection civile, d'industrie et d'éducation. Ils proposent de faire progresser les compétences partagées de l'Union dans les domaines de l'énergie, des affaires étrangères, de la sécurité et de la défense extérieures, de la politique des frontières extérieures dans l'espace de libre-circulation, de sécurité et de justice et d'infrastructures transfrontalières.

Le projet de rapport contient également des propositions concernant :

- la politique étrangère, de sécurité et de défense (sanctions et décisions au vote à la majorité qualifiée sur les étapes du processus d'élargissement, ainsi qu'une union de la défense dotée de capacités militaires) ;

- le marché unique, l'économie et le budget (lutte contre les paradis fiscaux, vote à la majorité

qualifiée pour les décisions fiscales, périodes de cinq ans pour le budget à long terme) ;

- un protocole sur les avancées sociales ;

- l'éducation ;

- le commerce et l'investissement ;

- la non-discrimination (élargissement de la liste des groupes vulnérables protégés, référence à l'égalité des genres dans l'ensemble des traités) ; N.B. : la notion de sexe est remplacée par celle de genre, génuflexion appuyée vis-à-vis du Wokisme et de la théorie du genre. Le transgenre rentre dans la constitution européenne !

- le climat et l'environnement (diminution du réchauffement climatique et sauvegarde de la biodiversité comme objectifs de l'Union, protection des sources naturelles de vie et des écosystèmes des animaux, conformément à l'approche "Une seule santé") ;

- la politique énergétique (Union européenne intégrée de l'énergie)

- l'espace de liberté, de justice et de sécurité (compétences supplémentaires pour Europol, violence fondée sur le genre et crimes environnementaux poursuivis en vertu du droit de l'Union)

- migration (normes minimales communes de citoyenneté et de visa, renforcement des mesures de sécurité aux frontières, stabilité économique et sociale et disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée).

Le rapport devrait être mis aux voix lors de la session plénière du 20 au 23 novembre, avant le vote dans une convention puis la ratification des pays membres.//

En un mot, il s'agit de dépasser les traités de Maastricht et de Lisbonne pour aboputir à un système intégralement fédéral, où les États membres n'ont pratiquement plus leur mot à dire. Ils perdent toutes leurs fonctions régaliennes, qui sont transférées soit en mode exclusif à « l'exécutif européen », soit deviennent partagées (donc qui ne peuvent être l'objet de décision qu'avec l'accord des institutions européennes).

La commission devient un « exécutif » européen, dernière concession sémantique avant le terme de "gouvernement européen". Son président est choisi par l'assemblée, et non plus par les États membres. Il choisit ses ministres et se présente devant le parlement. L'Union devient donc un état de plein exercice, avec son parlement et son gouvernement, sans que les États membres n'aient plus rien à dire.

Pratiquement il peut se saisir de toutes les questions sociétales, sociales, économiques, industrielles, énergétiques, commerciales et fiscales, avec un droit supérieur à celui des nations. Les nations n'ont plus rien à dire sur les migrations et le régime applicable aux immigrés. "L'Europe favorisera la recherche d'une main d'œuvre immigrée conforme aux besoins économiques de l'Union."

Le climat devient une compétence quasiment exclusive de l'Union associée avec la compétence exclusive en matière d'environnement et d'énergie.

Même l'éducation et la santé échappent désormais à une vision nationale.

Vous vous posez la question : que reste-t-il comme compétence souveraine pour le Président et le gouvernement français ?

La réponse est claire : rien ! Absolument rien ! Surtout si on délègue une partie de ce qu'il reste aux Régions (voulues par les fédéralistes européens pour casser un pêu plus le pouvoir des Etats) !

Un sujet qui mériterait d'être un peu débattu tout de suite, non ?

Non ! On verra plus tard, lorsqu'on en sera au vote de ratification où on essaiera de culpabiliser les ringards qui veulent dire non, sans doute des gens de l'ultra droite nationaliste et sordidement identitaire aux senteurs nauséabondes rappelant les moments les plus honteux de l'histoire. La nazification des opposants reste depuis la fin des années 1920, presqu'un siècle, la méthode habituelle pour faire taire les récalcitrants aux mensonges dominants.

Emmanuel Macron a déjà fait réaliser ses tracts pour les élections européennes. On le voit en beau jeune homme photoshopé, chemise blanche ouverte à la BHL et sourire ravageur, soutien inconditionnel de l'Europe merveilleuse et avenir de la France. En plus ce sera la zone dégenrée dernier cri et un modèle de liberté pour les LGBTQI+++ dont il rêve. Lui sera celui qui aura assuré la création « enfin » d'un vrai État fédéral européen, où il cherchera à trouver son emploi futur de 2028, en cédant sur toutes les questions « vertes » et Woke ! Son fauteuil dans l'histoire comme père des États Unis d'Europe est à portée de fessier.

Pendant ce temps-là « des ratonnades antifrançaises » continuent de tuer à la ville et commencent à tuer dans les campagnes, pendant que la « rue musulmane » se met à jouer du couteau en bande organisée ou sur initiative individuelle. Un rapport officiel cite qu'il a eu **653 000 victimes sur une période de 5 ans, *"parmi lesquelles 18 % déclarent avoir été violentées avec au moins une arme".* Et sur *"ces victimes de violences armées, 37 % évoquent une arme blanche". On serait aujourd'hui entre 45-50 000 victimes par an !***

Presque rien… De simples faits divers. Comme le pillage avec destruction généralisée de bâtiments publics de juin 2023. Un simple épiphénomène qui ne mérite pas qu'on s'y attarde.

Et la récession arrive !

Il est sûr que dès qu'on aura créé un nouvel Etat fédéraliste européen, toutes ces questions disparaîtront comme par enchantement. On expliquera, comme au Canada , que la population indigène traditionnelle blanche dominante empêche l'épanouissement des minorités et que le virilisme tue la planète. Les Etats-Unis d'Europe, petite soeur des Etats-Unis d'Amérique auront bientôt accueilli tous les territoires non encore intégrés, le merveilleux moignon nécrosé d'Etat qu'est le Kosovo, cette erreur et cette horreur, la délicieuse Albanie, plus un reliquat d'Ukraine et de Géorgie. Résistera-t-on à la tentation d'y intégrer le Grand Califat turque ? Si les Etats-Unis insistent un peu, probablement pas.

L'Europe ainsi construite sera en paix intérieure et extérieure. C'est certain !

Avec un peu de chance, la croissance économique aura été totalement détruite par les politiques visant à sauver la terre, la nature et le monde animal. La dénatalité de toute façon aura fait ses ravages. Selon nos propres calculs la population native française (clle dont les aieux étaient présents en 1890, pour fixer les choses) a commencé à baisser quelque part entre 2000 et 2010. En 2050 la France aura donc connu un demi-siècle de baisse. La question est brulante. Elle est laissée totalement hors du champ de la réflexion politique. On notera que dans le projet de création d'une Europe fédérale, il n'y a pas un mot sur la natalité !

Enfin l'énorme problème des transgenres, une urgence transcendantale, sera au cœur de l'action politique et des préoccupations des porteurs du bien humain. Comme celui des liminaires.

La France de 2050 qu'on laisse les Bisounours nihilistes nous construire, sera bougrement intéressante.

Est-ce qu'on en gardera le nom ? Pas sûr. La référence aux Francs, ces sauvages portés sur la domination masculine, la beuverie, le barbeuc géant, et la guerre, est douteuse et contreproductive. France et rance, cela rime trop bien. La New Neustrie, ce serait mieux. Cela rime avec neurasthénie. Pas mal trouvé pour un EHPAD géant.

Gouverner, c'est prévoir. Par quel effet de fascination les élites françaises se laissent-elles entraîner dans un pareil avenir ? Et comment admettre que l'on débatte en France de tout sauf de ce qui est réellement important et grave, sachant que les projets mortifères pour notre Patrie progressent à Bruxelles dans le silence tonitruant des politiques français.

La France a-t-elle vraiment comme vocation d'être l'équivalent en Europe du Québec au Canada : une population noyée et dissoute, émasculée et neutralisée, dont la vocation est de se faire oublier ?

Un pays où des dirigeants aussi totalement ineptes et toxiques que Macron et Hidalgo ont été réélus, et où une famille, les Le Pen, servent de repoussoir perpétuel (un demi-siècle déjà) commode, mérite-t-il mieux que le destin qu'on lui prépare ?

Une chose est claire : c'est maintenant que tout se joue.

Il ne faudra pas prétendre qu'on ne le savait pas et que tout est venu par surprise sans qu'on puisse l'anticiper ni l'empêcher.